Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Salariat, travail, syndicats (France) > Pour Louis Viannet, ancien secrétaire général de la CGT, Thierry Lepaon (...)

Pour Louis Viannet, ancien secrétaire général de la CGT, Thierry Lepaon doit « remettre son mandat »

lundi 5 janvier 2015, par NOBLECOURT Michel, VIANNET Louis (Date de rédaction antérieure : 5 janvier 2015).

Ancien secrétaire général de la CGT, de 1992 à 1999, Louis Viannet, 81 ans, est une autorité morale dont la parole a beaucoup de poids dans la centrale. C'est lui qui a amorcé un aggiornamento de la CGT - notamment en démissionnant, en décembre 1996, du bureau politique du Parti communiste - que Bernard Thibault (1999-2013) a poursuivi.

A la veille de la réunion de la commission exécutive qui doit se pencher sur le sort de Thierry Lepaon, mis en cause dans plusieurs affaires (travaux dans son logement de fonction et dans son bureau au siège de la CGT, prime de départ quand il a quitté les fonctions syndicales qu'il exerçait dans la région Basse-Normandie pour diriger, en mars 2013, la confédération), M. Viannet a choisi de sortir du silence. Il invite M. Lepaon à « remettre son mandat ».

Michel Noblecourt - Comment analysez-vous la crise qui traverse aujourd'hui la CGT?

Louis Viannet : Par sa durée, par les principes et les valeurs qu'elle malmène, la crise qui secoue actuellement la CGT dans ses profondeurs est sans précédent. Les traces qu'elle va laisser peuvent générer des situations difficilement maîtrisables, des meurtrissures durables, mettant à mal les difficiles progrès réalisés dans le « vivre-ensemble » et rendant difficiles les rapports entre les militants, entre différentes organisations ou structures de la CGT, affaiblissant ainsi ses capacités d'actions. Toutes les pistes permettant d'éviter ou de limiter déchirements, divisions, affrontements, dans les débats qu'il va falloir conduire dans la commission exécutive, le comité confédéral national [CCN], et à tous les niveaux de l'organisation, doivent être explorées. Cela suppose une volonté commune d'avancer vers une situation apaisée.

A la base, il y a beaucoup de colère qui s'exprime. Une sortie par le haut est-elle encore possible ?

Certains tentent de s'abriter derrière « les fuites » et l'importante campagne médiatique pour justifier leur recherche du maintien du *statu quo*, faisant fi des nombreuses réactions négatives connues en regard d'une telle perspective. D'autres considèrent que les conciliabules de sommet entre ceux et celles qui savent, peuvent suppléer au nécessaire débat démocratique qu'il va d'ailleurs falloir concevoir le plus large possible, si l'on veut rassembler toutes les forces vives de la CGT autour des décisions du CCN. Dans leur énorme majorité, les militants tiennent la lorgnette par le bon côté et veulent, avant tout, sauvegarder le potentiel de mobilisation et de rassemblement de leur CGT. C'est pourquoi mieux vaut regarder la réalité en face, aussi dure soit-elle.

Certains, à la direction de la CGT, évoquent un complot...

Certes les fuites ont bel et bien existé, la pression médiatique également. Mais, si aucune faute

n'avait été commise, il n'y aurait aujourd'hui ni fuite ni campagne des médias. Qui plus est, ces fautes impliquent le secrétaire général, dès lors les problèmes prennent une autre dimension.

Car c'est ainsi. On peut le regretter, on peut souhaiter que les choses soient différentes demain mais, pour le moment, le secrétaire général n'est pas seulement le porte-parole de l'organisation, il est d'abord son porte-drapeau. On le regarde, on l'écoute, on le juge et tout ce qui porte atteinte à son image, tout ce qui affaiblit son crédit, entame l'image et le crédit de l'organisation.

Il ne faut donc pas s'étonner si la grande partie des militants, des syndiqués, a ressenti un choc à l'annonce des affaires, appartement, bureau, puis prime de départ, niveau du salaire... Autant de pratiques pas vraiment habituelles dans la vie de l'organisation. Elles ont été ressenties comme tellement contraires à l'idée généralement admise du secrétaire général de la CGT que seul un démenti aurait pu rassurer ; tandis que toute tentative de justification ne pouvait qu'accentuer la méfiance.

Au-delà n'est-ce pas la CGT et même le syndicalisme qui sont atteints par cette crise ?

C'est plus que l'image qui est ternie. Ici, c'est le doute sur la sincérité avec laquelle la CGT défend bec et ongles ses valeurs fondamentales. C'est l'amalgame, le « tous les mêmes » qui vient humilier ceux et celles qui, chaque jour avec dévouement et abnégation, aident les salariés à résister.

C'est d'autant plus dommageable que cela s'inscrit dans un climat de défiance générale et grandissante vis-à-vis des institutions à laquelle n'échappe pas le syndicalisme.

Il va donc falloir innover, intensifier les améliorations dans la vie et le fonctionnement démocratiques de toutes les structures de la CGT si l'on veut retrouver rayonnement et confiance et surtout donner un nouvel élan à la culture du débat pour permettre à tous et à chacun la possibilité d'exprimer et défendre ses idées et de les soumettre à la discussion collective. Le désaccord doit être intégré comme un élément du débat et non de division.

Le malaise que vous évoquez n'est-il pas antérieur à l'élection de Thierry Lepaon ?

Loin de moi l'idée de penser que les problèmes sont arrivés avec Thierry Lepaon. A plusieurs reprises, et récemment lors du départ de Bernard Thibault, il est bien apparu des signes qu'un malêtre était déjà présent, dû sans doute au retard pris dans l'évolution de la CGT. C'est donc aux dirigeants d'aujourd'hui qu'incombe la responsabilité d'impulser un véritable aggiornamento de la CGT, à partir de l'inventaire des dysfonctionnements – qui reste à faire. Les travailleurs ont besoin d'une confédération en pleine possession de ses moyens.

Le contexte actuel n'est, hélas, pas le meilleur souhaitable. La crédibilité perdue du secrétaire général à l'intérieur comme à l'extérieur est, en soi, un lourd handicap de départ.

Dans ce contexte, que doit faire Thierry Lepaon?

C'est au CCN d'assumer ses responsabilités et de prendre les décisions qu'il considère les meilleures ou les moins mauvaises quant au devenir de la CGT en ayant en permanence en ligne de mire l'unité de l'organisation, le rassemblement de toutes ses forces et la mobilisation de l'ensemble des valeurs qui nous rassemblent.

En clamant sa volonté de rester coûte que coûte dans sa responsabilité, Thierry Lepaon tend à confondre détermination et entêtement. Ce faisant, il rajoute encore de la tension dans le débat qui en a déjà suffisamment, alors que sa fonction lui commande le contraire.

Un tel climat, une telle tension peuvent, à tout moment, donner lieu à des affrontements, à des

déchirures, lourdes de conséquences pour la CGT, à un affaiblissement dangereux au moment même où la mission historique qui est la sienne, nécessite renforcement, dynamisme, confiance et unité.

Tout doit donc être tenté pour garder une CGT unie et des rapports humains pacifiés. Pour sa part, et dans le cadre des efforts communs, le secrétaire général se grandirait, en cette année de $120^{\rm e}$ anniversaire de la création de la CGT, en annonçant publiquement, et avant même la réunion du comité confédéral national, sa décision de remettre son mandat à la disposition du CCN. C'est, pour lui, la seule façon de participer positivement à l'écriture des pages à venir de l'histoire de la CGT.

Michel Noblecourt

Journaliste au *Monde*

P.-S.

* Louis Viannet : Thierry Lepaon doit « remettre son mandat ». Le Monde.fr | 05.01.2015 à 10h44 • Mis à jour le 05.01.2015 à 11h33.